



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Section départementale du Val d'Oise

38 rue d'Eragny 95310 SAINT-OUEN L'AUMÔNE

fnecfpo95@gmail.com – 07.71.23.46.64

Déclaration de la FNEC FP-FO 95 au CDEN du 1^{er} mars 2021

Monsieur le secrétaire général, Madame la directrice académique, mesdames et messieurs,

Après les annonces médiatiques du Ministre sur l'organisation de campagnes de tests salivaires dans les écoles, il serait question de déployer massivement ce dépistage. Pour la FNEC FP FO, cette campagne n'est rien d'autre qu'une opération de communication organisée pour couvrir le ministère de son incurie et de sa volonté de ne pas donner de vrais moyens pour gérer la crise sanitaire, comme en témoigne son refus depuis des mois de recruter les listes complémentaires aux concours pour remplacer les enseignants absents ! Cerise sur le gâteau, dans plusieurs départements, il apparaît que les personnels des écoles seraient mis à contribution en dehors de tout cadre réglementaire ! Pour la FNEC FP FO, ce n'est pas aux personnels des écoles de pallier la carence de la médecine scolaire organisée depuis des années par ce ministre et ses prédécesseurs, médecine scolaire qui de surcroît est en cours de destruction-transfert avec le projet de loi 4D. Ce n'est pas aux personnels des écoles de mener, de près ou de loin, les tests annoncés.

La FNEC FP FO revendique le recrutement massif et immédiat d'infirmières et de médecins scolaires fonctionnaires d'Etat tout comme elle exige le recrutement immédiat, en tant que professeur des écoles stagiaires, des candidats au concours inscrits sur la liste complémentaire, ce qui est encore possible.

Avec son enquête sur « l'islamo-gauchisme », la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, soutenue par le Ministre Blanquer, vient de franchir un cran supplémentaire dans la remise en cause de la liberté académique des enseignants. La FNEC FP-FO est intervenue auprès de la Ministre pour lui demander de retirer ses propos à la fois irrespectueux du monde académique, et menaçants à l'égard de la liberté de recherche et d'enseignement. La FNEC FP-FO dénonce la dérive autoritaire dans laquelle s'enferme le gouvernement en instaurant une police de la pensée et en multipliant les textes liberticides remettant directement en cause le droit de manifester, la liberté d'opinion et d'expression.

Le gouvernement serait mieux avisé de répondre à la détresse des étudiants et à l'épuisement des personnels, permettre aux étudiants d'assister à tous leurs cours en présentiel et donner

les moyens nécessaires pour cela, notamment en postes. Si « la jeunesse est une priorité absolue » pour reprendre les propos de Monsieur le Ministre, alors pourquoi maintenir les 1800 suppressions de postes dans le 2nd degré à la rentrée prochaine ?

Concernant la carte scolaire 1^{er} degré, la dotation positive est un trompe l'œil. Elle est largement insuffisante pour couvrir les besoins déjà existants et le millier d'élèves supplémentaires attendus dans les écoles. Les « priorités nationales » présentées réduisent les effectifs dans certaines classes mais complexifient les structures d'école en général et provoquent souvent des sureffectifs dans les autres classes, que ce soit en maternelle ou en élémentaire. Depuis de nombreuses années, il existe des tensions sur le remplacement, la durée de la période critique hivernale ayant tendance à s'allonger. Les formations REP+ sont suspendues, les différents collègues remplaçants Zil et différents types de brigades exercent leur mission de façon indifférenciée pour gérer les remplacements en urgence. Ainsi, ce n'est pas seulement la covid qui a créé une tension exceptionnelle sur le remplacement cette année mais l'insuffisance du nombre de postes de remplaçants, existants et créés depuis ces dernières années. Les fermetures de postes ZIL (transformés en BD) provoquent de vives inquiétudes chez nos collègues. Ce n'est pas en créant un vivier unique de remplaçants BD qu'il y aura moins de classes non remplacées chaque année. Et, concrètement, à ce stade, vous ne proposez que 4 postes supplémentaires de remplaçants dans le département. Les personnels RASED sont de moins en moins nombreux sur le terrain. Les écoles sont nombreuses à nous faire remonter l'insuffisance des postes spécialisés voire l'absence de postes E, de psychologues scolaires. Evoquons également la dégradation importante des conditions de travail des AESH qui, dans le cadre des PIAL, assurent un accompagnement de plus en plus saupoudré auprès de toujours plus d'élèves. La FNEC FP FO exige un vrai statut, un vrai salaire, une vraie formation pour les AESH pour favoriser un recrutement massif indispensable aux écoles. Avec les AESH, FO exige l'abandon des PIAL.

Dans le second degré, le Val d'Oise devrait recevoir selon les prévisions plus de 2000 élèves en plus. Derrière l'augmentation de la dotation départementale d'un peu plus de 800 heures, c'est en réalité une diminution de près de 300 heures postes sur les collèges et les lycées, soit une diminution de presque 17 postes, compensée par une augmentation du nombre d'heures supplémentaires de l'ordre de 1100h, soit l'équivalent de 61 postes qui auraient pu être créés et dont la charge pèsera sur les collègues en poste. Dans un tel contexte, les postes sont menacés. S'ajoute à cela qu'avec les contre-réformes du lycée général et de la voie professionnelle, auxquelles nous sommes toujours opposés, l'autonomie de l'établissement dans la répartition des heures dites « non-spécialisées » n'a jamais été un enjeu aussi important dans les établissements, et le principe de concurrence entre les disciplines et les

collègues, pour le maintien de leur poste, ou de leurs conditions de travail (dédouplements...) ou encore de leurs modalités pédagogiques (projets...) est toujours plus exacerbé.

Alors que faire ? « Il n'y a pas le budget », « nous n'avons pas les moyens », entend-on... Etonnant quand on apprend au Journal Officiel du 24 janvier que 200 millions d'euros ont été économisés en 2020 par le ministre Blanquer (soit l'équivalent de 4 200 postes d'enseignants) !

Depuis de nombreux mois, la FNEC FP FO, dans un large cadre intersyndical, revendique le recrutement immédiat des candidats inscrits sur les listes complémentaires du CRPE et le réabondement de celles-ci. La FNEC FP-FO continue d'exiger l'ouverture de tous les postes nécessaires, tant en milieu ordinaire que dans l'enseignement spécialisé. Il faut des heures-poste, des postes, moins d'élèves par classe.